Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 203

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 2 settembre 1952 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 luglio 1952, n. **1117.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Turchia, concluso ad Ankara il 17 luglio 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo culturale tra l'Italia e la Turchia, concluso ad Ankara il 17 luglio 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA — SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Accord culturel entre l'Italie et la Turquie

Le Gouvernement italien et le Gouvernement turc,
Désireux de conclure un accord dans le but de favoriser per le moyen d'une amicale coopération et d'échanges, l'entente la plus complète possible entre leurs pays respectifs dans le domaines intellectuel, artistique et scientifique, ainsi que la connaissance mutuelle des institutions et de la vie sociale de leurs pays,
Ont en conséquence nommé, dans ce but, des Plénipotentiaires qui, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Chaque Gouvernement contractant s'emploiera de son mieux à assurer la création, dans les Universités ou autres Etablissements d'enseignement situés sur son territoire, des chaires, cours ou conférences traitant de la langue, de la littérature, de l'histoire et de la géographie du pays de l'autre Gouvernement contractant ainsi que de tous autres sujets qui s'y rapportent.

Article 2

Chaque Gouvernement contractant pourra établir des instituts culturels sur le territoire de l'autre, à condition de se conformer aux dispositions générales de la législation du pays réglant l'établissement de tels instituts.

Article 3

Les Gouvernements contractants encourageront les échanges, entre leurs pays respectifs, de personnel universitaire, de professeurs, d'étudiants, de chercheurs scientifiques, de techniciens et de représentants d'autres professions et activités.

Article 4

Si les droits d'inscription aux Universités ou aux Instituts scientifiques d'un Gouvernement contractant ainsi que toute autre taxe analogue sont plus élevés dans un pays que dans l'autre, le Gouvernement contractant du pays où les droits ou taxes sont le plus élevés, envisagera la possibilité de les réduire, pour un nombre déterminé d'étudiants, au montant en vigueur dans le pays de l'autre Partie contractante, en tenant compte du nombre d'étudiants de son propre pays qui étudient dans l'autre.

Article 5

Chaque Gouvernement contractant instituera des subsides et des bourses d'études afin de permettre aux étudiants et aux diplômés du pays de l'autre Gouvernement contractant de passer un certain temps dans le pays du premier, dans le but d'y entreprendre des études ou des recherches ou de parfaire leur formation technique.

Article 6

Les Gouvernements contractants encourageront autant que possible la collaboration la plus étroite entre les Institutions culturelles de leurs pays respectifs en vue d'une assistance mutuelle dans le domaine des activités intellectuelle, artistique, scientifique, civique et sociale.

Article 7

Chaque Gouvernement contractant facilitera, à la demande de l'autre Partie, et dans la mesure où cela sera pratiquement possible, les recherches scientifiques et culturelles faites sur son territoire par les nationaux ou un groupe de nationaux de l'autre Partie.

Article 8

Les Gouvernements contractants étudieront les conditions dans lesquelles pourra être reconnue l'équivalence des examens — les examens d'admission aussi bien que les examens de promotion — subis, en vue d'obtenir un grade académique reconnu par l'Etat ou, dans des cas déterminés, dans un but professionnel, dans le territoire de l'un ou de l'autre pays avec les épreuves qui y correspondent dans l'autre.

Article 9

Chaque Gouvernement contractant encouragera l'institution de cours de vacances destinés au personnel universitaire, aux professeurs, aux étudiants ainsi

qu'aux élèves (*a*) d'un pays sur le territoire de l'autre et (*b*), inversement, de ce dernier pays sur le territoire du premier.

Article 10

Les Gouvernements contractants encourageront, au moyen d'invitations et de subsides, les visites réciproques de délégations désignées à cet effet dans le but de promouvoir la collaboration culturelle et professionnelle.

Article 11

Les Gouvernements contractants encourageront la coopération entre les organisations de jeunesse et les organisations d'adultes, qui poursuivent un but éducatif et qui sont reconnues par leurs pays respectifs.

Ils favoriseront le rapprochement, les rencontres et l'aide réciproque dans le domaine des sports et du scoutisme et organiseront des voyages et des camps de scoutisme.

Article 12

Les Gouvernements contractants se prêteront assistance mutuelle afin d'assurer dans chaque pays une meilleure connaissance de la culture de l'autre, au moyen:

a) de livres, de périodiques et d'autres publications;

b) de conférences et de concerts;

c) d'expositions d'art et d'autres expositions à caractère culturel;

d) de représentations dramatiques;

e) de la radio, de films, de disques et d'autres moyens mécaniques.

Article 13

Les Gouvernements contractants se prêteront assistance pour:

l'échange des objets anciens et de musée, dont les deux pays possèdent des pièces en surplus;

informer les spécialites intéressés de chacun des deux Pays des travaux de recherches et de fouilles archéologiques, de la réparation ou de la restauration des monuments historiques, ou les inviter à prendre part à ces travaux, assurant ainsi la coopération mutuelle soit dans l'exécution des travaux, soit dans l'appréciation des résultats obtenus;

l'autorisation réciproque, dans le cadre des législations respectives des deux Pays contractants, de tirer des moulages du matériel ancien et de musée, de photocopier les manuscrits conservés dans les bibliothèques, de transmettre lesdits manuscrits à titre provisoire et d'en échanger les exemplaires en surplus, ainsi que d'utiliser les documents et les registres de toutes sortes des archives d'Etat (y compris les archives de tribunaux et du cadastre) pour les études d'histoire.

Article 14

Les Gouvernements contractants veilleront, dans les limites consenties par la législation intérieure respective, à ce que les manuels scolaires publiés dans les deux Pays, ne contiennent pas d'inexactitudes ayant trait à chacun des deux Pays.

Article 15

Les Gouvernements contractants se consulteront sur l'opportunité d'encourager des réunions d'experts et des conférences pour l'étude des problèmes culturels et scientifiques intéressant la zone géographique dans laquelle sont compris les deux Pays.

Article 16

Il sera constitué, en vue de l'application du présent Accord, une Commission Mixte Permanente comprenant quatre membres qui ne doivent pas nécessairement être tous des fonctionnaires. Cette Commission comprendra deux sections, l'une composée de membres italiens et siégeant à Rome, l'autre composée de membres turcs siégeant à Ankara. Chaque section comprendra deux membres. Le Ministère italien des Affaires Etrangères, d'accord avec le Ministère italien de l'Instruction Publique, désignera les membres de la section italienne et le Ministère turc de l'Education Nationale, d'accord avec le Ministère turc des Affaires Etrangères, désignera les membres de la section turque. Chaque liste sera transmise pour approbation à l'autre Gouvernement contractant par la voie diplomatique.

La Commission Mixte Permanente pourra de chaque côté, s'adjoindre des experts à titre de conseillers techniques.

Article 17

La Commission Mixte Permanente se réunira en séance plénière chaque fois que la nécessité s'en fera sentir et au moins une fois par an, alternativement en Italie et en Turquie. Pour ces réunions, la Commission sera complétée par un cinquième membre qui sera désigné par le Gouvernement du pays dans la capitale duquel la réunion aura lieu.

Article 18

1. Une des premières tâches de la Commission Mixte sera de procéder, au cours d'une séance plénière, à l'élaboration de propositions détaillées pour l'application du présent Accord. Après approbation par les Gouvernements contractants, ces propositions seront rassemblées en une annexe qui sera jointe au présent Accord. L'approbation des Gouvernements contractants sera notifiée par un échange de Notes.

2. Par la suite, la Commission Mixte examinera le fonctionnement de l'Accord et proposera aux Gouvernements contractants d'apporter à l'annexe toute modification qu'elle jugera nécessaire.

3. Entre les réunions de la Commission Mixte Permanente, des modifications à l'annexe pourront également être proposées par l'une ou l'autre section sous réserve de l'accord de l'autre.

4. Les modifications à l'annexe entreront en vigueur après approbation par les Gouvernements contractants. Cette approbation sera notifiée par un échange de Notes.

Article 19

Chaque Gouvernement contractant aura la possibilité de désigner des organisations ou des personnes pour procéder à l'exécution des dispositions tombant sous l'application de cet Accord ou pour le faciliter.

Article 20

Le présent Accord sera ratifié. Il entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification à Rome.

Article 21

Le présent Accord restera en vigueur pour une période de cinq ans au moins. Ultérieurement et à moins qu'il n'ait été dénoncé par un des Gouvernements contractants, au moins six mois avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de six mois qui suivra la date à laquelle une des Parties contractantes aura notifié sa dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Ankara, le 17 juillet 1951.

Pour le Gouvernement Turc
Secrétaire général
du Ministère des Affaires Etrangères
(F. Z. AKDUR

Pour le Gouvernement Italien
Ambassadeur d'Italie
LUCA PIETROMARCHI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LEGGE 2 agosto 1952, n. 1118.

Comando di funzionari delle Amministrazioni dello Stato presso l'Istituto italiano per il Medio ed Estremo Oriente.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Presso l'Istituto italiano per il Medio ed Estremo Oriente possono essere comandati a prestare servizio non più di tre funzionari dipendenti da pubbliche amministrazioni, con l'incarico di svolgere le attività ed i compiti perseguiti dall'Istituto stesso.

Art. 2.

Il comando presso l'Istituto italiano per il Medio ed Estremo Oriente ha la durata di un triennio e può essere rinnovato per successivi trienni. Esso è disposto con decreto interministeriale.

Art. 3.

Il Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per la pubblica istruzione e per il tesoro su richiesta del presidente dell'Istituto italiano per il Medio ed Estremo Oriente, dispone il comando dei designati o lo promuove da altre amministrazioni.

Il comando dei funzionari designati potrà essere effettuato compatibilmente con le esigenze del servizio al quale essi sono normalmente addetti.

Art. 4.

Il presidente dell'Istituto italiano per il Medio ed Estremo Oriente, previa deliberazione del Consiglio di amministrazione, può chiedere al Ministero degli affari esteri la restituzione alle Amministrazioni di appartenenza dei funzionari comandati, dopo tre mesi dal conferimento del comando.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 agosto 1952

EINAUDI

DE GASPERI — SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1952.

Riconoscimento del diritto esclusivo di pesca nelle acque del lago di Bracciano.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visti gli articoli 26 e 27 del testo unico delle leggi sulla pesca 8 ottobre 1931, n. 1604;

Vista la legge 16 marzo 1933, n. 260;

Visto il decreto del Prefetto della provincia di Roma in data 24 aprile 1930, n. 23524, col quale fu riconosciuto a favore del principe Urbano Del Drago il possesso del diritto esclusivo di pesca nel lago di Bracciano, in territorio del comune di Trevignano Romano;

Considerato che dall'esame della relativa documentazione è risultato che attualmente si trovano nel legittimo possesso del diritto di cui trattasi i cittadini di Trevignano Romano ed il principe don Urbano Del Drago, rispettivamente in determinate zone;

Concorrendo tutte le condizioni volute dalla legge;

Udito il parere del Consiglio di Stato nell'adunanza dell'8 aprile 1952;

Decreta:

A conferma e parziale riforma del decreto del Prefetto della provincia di Roma in data 24 aprile 1930, n. 23524 su richiamato, è riconosciuto il possesso del diritto esclusivo di pesca:

1) a favore dei cittadini di Trevignano Romano, salvo diritti di terzi, nella zona del lago di Bracciano che va dal sito detto l'Acquarella a levante e prosegue dalla parte di ponente oltrepassando la tenuta detta di Vicarello e s'inoltra sotto il territorio di Bracciano a tutta l'estensione di Vigna Orsina e suo recinto dalla parte di Bracciano e precisamente fino al sito detto Colatore, ove esisteva una grossa quercia;

2) a favore del principe don Urbano Del Drago nella zona del lago di Bracciano, territorio di Trevignano Romano, detta riserva delle Pantane.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 giugno 1952

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 luglio 1952
Registro Agricoltura e foreste n. 13, foglio n. 132. — BERITELLI

(4145)

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1952.

Nomina dei componenti il Consiglio direttivo dell'Istituto scientifico sperimentale per i tabacchi per il triennio 1° luglio 1952-30 giugno 1955.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 297, che istituisce l'Istituto scientifico sperimentale per i tabacchi;

Visto il decreto Ministeriale 26 marzo 1946 che ne approva lo statuto e determina le modalità per la nomina per il Consiglio direttivo dell'Istituto stesso;

Viste le designazioni pervenute dagli organi competenti

Decreta:

Per la durata del triennio 1° luglio 1952-30 giugno 1955, sono nominati componenti del Consiglio direttivo dell'Istituto scientifico sperimentale per i tabacchi i signori:

Cova dott. Pietro, direttore generale dei Monopoli di Stato, presidente;

Balducci dott. Gaetano, ragioniere generale dello Stato;

Donadoni dott. Manlio, funzionante direttore dell'Istituto;

De Marzi prof. dott. Guido, in rappresentanza del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Dell'Agli ing. dott. Vittorio, in rappresentanza del Ministero dell'industria e commercio;

Pasquale dott. Ferdinando, capo servizio coltivazioni dei Monopoli di Stato;

Cavallini dott. ing. Giuseppe, ispettore superiore tecnico dei Monopoli di Stato;

Filippi per. agr. Antonio e Gravagnuolo dott. Mario, rappresentanti dei produttori di tabacco.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 giugno 1952

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 agosto 1952
Registro Monopoli n. 2, foglio n. 117. — TAFURI

(4149)

DECRETO MINISTERIALE 18 luglio 1952.

Revoca dei provvedimenti di sottoposizione a sindacato della Società anonima mineraria A.O.I., con sede in Milano.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 15 luglio 1946, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sindacato la Società anonima mineraria A.O.I., con sede in Milano, via Monforte n. 38, esistendo nella stessa interessi di persone di nazionalità tedesca, e nominato sindacatore il rag. Vittorio Giro, che con decreto 6 settembre 1949 è stato sostituito con il rag. Vincenzo Ruocco;

Considerato che in dipendenza dell'avvenuta vendita di n. 4900 azioni della suindicata Società, di effettiva pertinenza tedesca, nella Società stessa non risultano più interessi di tedeschi, per cui deve procedersi alla revoca del sindacato;

Visto l'art. 9 del predetto regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Decreta:

Sono revocati i decreti 15 luglio 1946 e 6 settembre 1949, relativi alla sottoposizione a sindacato della Società anonima mineraria A.O.I., con sede in Milano, ed alla nomina del sindacatore.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 luglio 1952

Il Ministro: PELLA

(4152)

DECRETO MINISTERIALE 16 agosto 1952.

Riduzione del contributo dovuto dalle aziende commerciali alla Cassa per il trattamento di richiamo degli impiegati privati.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 3 della legge 10 giugno 1940, n. 653, sul trattamento degli impiegati privati richiamati alle armi;

Visto il decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, di concerto con il Ministro per il tesoro 30 luglio 1948 che determina il contributo dovuto alla Cassa per il trattamento di richiamo degli impiegati privati;

Sentito il Comitato per il trattamento di richiamo agli impiegati privati;

Decreta:

Articolo unico.

A decorrere dal periodo di paga in corso alla data del 16 giugno 1952, il contributo per la Cassa per il trattamento di richiamo degli impiegati privati di cui al decreto 30 luglio 1948 predetto è ridotto nei confronti dei datori di lavoro del commercio e degli enti cooperativi dello stesso settore al 0,20 % della retribuzione lorda.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 agosto 1952

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
RUBINACCI

p. *Il Ministro per il tesoro*
GAVA

(4181)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 335 del 29 agosto 1952, riguardante il prezzo dei carboni e del coke e le quote spese di sbarco.

A parziale modifica delle disposizioni contenute nella circolare n. 330 del 31 luglio 1952, il Comitato interministeriale dei prezzi, con provvedimento n. 335 del 29 agosto 1952 ha disposto quanto appresso:

I. — PREZZI DEI CARBONI FOSSILI ESTERI

Con decorrenza dagli arrivi dal 1° settembre 1952, i prezzi del carbone non sdoganato, per tonnellata metrica resa cif porti Alto Tirreno o franco frontiera, vengono modificati come appresso.

I prezzi stessi si riferiscono alle pezzature di origine dei carboni di qualità primaria o comunque con non più del 5 % di umidità e del 10 % di ceneri sul secco, fatta esclusione per i minuti non lavati o per le voci per le quali è fatta menzione delle qualità secondarie.

I prezzi cif sottoindicati sono determinati per i porti dell'Alto Tirreno. Per i porti del Basso Tirreno (compresa Civitavecchia) e delle Isole (Sicilia e Sardegna), i prezzi cif vanno maggiorati di 215 lire a tonnellata. Per gli altri porti gli stessi prezzi vanno maggiorati di L. 700 per il carbone proveniente dall'America e di L. 400 per le altre provenienze.

Per il carbone americano sbarcato a Savona Funivie il prezzo cif è ridotto di L. 300 a tonnellata. Per il carbone sbarcato in più porti è consentita una ulteriore maggiorazione su quelle precedentemente previste fino al massimo di L. 300 a tonnellata, che dovrà peraltro essere autorizzata dai Comitati provinciali dei prezzi competenti per territorio con apposita lettera, i cui estremi saranno richiamati nella fattura dell'importatore.

CARBONI AMERICANI

1. *Carbone da vapore*:		
basse materie volatili tout venant	L.	11.150
basse materie volatili grigliato in miniera	»	11.650
alte materie volatili tout venant	»	10.850
alte materie volatili grigliato in miniera	»	11.300
2. *Carbone da gassogeno* grigliato in miniera	»	11.300
3. *Carbone da gas*	»	10.900
4. *Carbone da coke*:		
basse materie volatili	»	11.700
alte materie volatili	»	11.400
5. *Coke di petrolio*	»	16.600

CARBONI INGLESI

1. *Antracite*:		
grosso e arancio (pezzatura superiore a 80 millimetri)	L.	16.350
noce (pezzatura 30/80 mm.)	»	17.250
nocetta (pezzatura da 10 a 30 mm. e da 25 a 45 mm.)	»	17.700
minuti lavati (da 0 a 10 mm.)	»	10.000

Per l'antracite nuovamente grigliata durante la discarica dei vapori, i prezzi franco vagone porto di sbarco saranno fissati dal Comitato provinciale dei prezzi, previ accertamenti.

2. *Carboni da vapore e da forno*:		
a) carbone Cardiff:		
grosso e arancio (pezzatura superiore a 80 millimetri)	L.	13.050
noce (trebbles; doubles) (pezzatura da 30 a 80 mm.)	»	13.050
nocetta (singles) (pezzatura da 10 a 30 mm.)	»	13.350
minuti lavati (da 0 a 10 mm.)	»	11.750
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.)	»	10.250
b) carbone Yorkshire-East Middland:		
grigliato in miniera Yorkshire	»	12.500
grigliato in miniera East-Middland	»	12.250
grosso, arancio e noce (trebbles, doubles) (pezzatura superiore a 30 mm.) Yorkshire	»	12.500
grosso, arancio e noce (trebbles, doubles) (pezzatura superiore a 30 mm.) East-Middland	L.	12.250
nocetta (singles) pezzatura da 10 a 30 mm.)	»	12.000
minuti lavati (da 0 a 10 mm.)	»	10.200
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.)	»	8.200
c) carbone Northumberland:		
grigliato in miniera	»	12.000
grosso, arancio e noce (trebbles, doubles) (pezzatura superiore a 30 mm.)	»	12.000
nocetta (singles) (pezzatura da 10 a 30 mm.)	»	11.500
minuti lavati (da 0 a 10 mm.)	»	9.900
minuti non lavati (da 0 a 10 mm.)	»	8.200
3. *Carbone da gas*:		
a) carbone Durham primario	»	12.250
b) carbone Durham secondario	»	12.000
c) carbone Yorkshire grigliato	»	12.550

CARBONE ARSA

(cif porti Adriatici)

Granitello (pezzatura da 10 a 20 mm.)	L.	10.500
Minuto (da 0 a 10 mm.)	»	9.000

CARBONE SUD-AFRICA

(cif Adriatico e Tirreno)

Antracite (pezzatura « rounds »)	L.	15.050
Antracite (pezzatura « peas »)	»	13.000
Carbone da vapore	»	10.650

CARBONE INDIANO

(cif Adriatico e Tirreno)

Carbone da vapore	L.	—

ANTRACITE RUSSA

(cif Adriatico e Tirreno)

Pezzatura da 25 a 100 mm.	L.	22.050

ANTRACITE MAROCCHINA

(cif Tirreno)

Pezzatura da 30 a 80 mm.	L.	22.150
Pezzatura da 20 a 30 mm.	»	19.850
Pezzatura da 10 a 20 mm.	»	16.250
Pezzatura da 6 a 10 mm.	»	15.450
Minuto lavato	»	13.250

CARBONI TEDESCHI

	Via mare	Via terra
1. *Antracite*:		
a) antracite di 1ª classe:		
noci 1 2	—	17.300
minuti lavati	—	12.300
b) antracite di 2ª classe:		
noci 1 2	—	14.800
minuti lavati	—	12.300
c) antracite speciale per elettrodi	—	21.150
2. *Carbone magro* (ess)		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.550	12.700
noci 1	12.950	14.100
noci 2 3	13.250	14.400
3. *Carbone grasso* (fett):		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.550	12.700
noci 1 2	11.550	12.700
noci 3 4	11.700	12.900
4. *Carbone da vapore a lunga fiamma* (gas flamm):		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.)	11.550	12.700
noci 1 2	11.550	12.700
5. *Carbone da gas*:		
grosso (pezzatura oltre 80 mm.) (gasstuck)	11.550	12.700
noci 1 2 (gasnuss)	11.550	12.700
noci 3 4 (gasnuss)	11.700	12.900
6. *Carbone da coke*:		
fini da coke	11.200	12.300

Per il carbone destinato alle cokerie o alle officine gas, nei casi di trasporti in parte per via fluviale e in parte in ferrovia con rispedizione da Basilea, è riconosciuta la maggiore spesa di viaggio nella misura massima di L. 850 a tonnellata, da documentare.

CARBONI FRANCESI

	Via mare	Via terra
1. *Antracite e carboni magri*:		
a) Bacino del Delfinato (antracite):		
grigliato (da 50 a 80 mm.)	—	21.700
noci (da 30 a 50 mm.)	—	20.950
nocetta (da 15 a 30 mm.)	—	18.400
b) Bacino Nord Francia (magro antracitoso):		
arancio, noce	—	23.950
c) Bacino delle Cevennes (carboni magri):		
nocetta (da 10 a 20 mm.)	—	14.600
minuto (da 0 a 10 mm.)	—	—
2. *Carbone da vapore, grasso, a lunga fiamma e da gas*:		
Bacino Sarre e Lorena:		
grigliato, noce e nocetta	13.850	13.500
minuto (da 0 a 10 mm.)	12.350	11.800

CARBONE BELGA

	Via mare	Via terra
1. *Carboni grassi*:		
grigliato oltre 80 mm.	12.050	14.850
pezzature lavate da 10 a 20 mm.	11.750	14.500
minuti lavati da 0 a 10 mm.	10.800	13.650
2. *Carboni semigrassi*:		
grani lavati da 5 a 10 mm.	13.250	—
minuti lavati da 0 a 10 mm.	11.050	13.900
minuti lavati da 0 a 5 mm.	10.500	13.350
3. *Carboni 1/4 grassi e magri* (antracite):		
grani lavati da 5 a 10 mm.	12.750	15.550
minuti lavati da 0 a 10 mm.	10.550	13.350
minuti lavati da 0 a 5 mm.	9.950	12.750
4. *Antracite*:		
pezzatura da 80 a 120 mm.	—	21.400
pezzatura da 50 a 80 mm.	—	22.450
pezzatura da 30 a 50 mm.	—	24.100

CARBONE POLACCO

	Via mare	Via terra
Pezzatura oltre 30 mm.	11.600	14.850
Pezzatura da 10 a 30 mm.	10.950	14.200
Minuto da 0 a 10 mm.	9.400	—

MATTONELLE ED ALTRI AGGLOMERATI

	Via mare	Via terra
Mattonelle	12.600	—
Ovuli di antracite belga	15.050	—
Ovuli semigrassi belga	15.250	—
Ovuli magri francesi	—	15.500

Restano invariate le disposizioni generali di cui alla circolare n. 287 del 10 luglio 1951, come pure le norme e le aliquote per la nazionalizzazione dei carboni e la formazione dei prezzi di vendita al consumo di cui alle circolari n. 249 del 24 ottobre 1950 e n. 103 del 9 aprile 1947.

II. — PREZZI DEI CARBONI NAZIONALI

Con decorrenza dal 1° settembre 1952 sono fissati come appresso i prezzi del carbone Sulcis reso franco vagone ai porti di sbarco indicati, a modifica della circolare n. 330 del 31 luglio 1952:

		Minuto	Granitello	Arancio
Genova	L.	8.200	10.000	10.500
Savona	»	8.200	10.000	10.500
La Spezia	»	8.250	10.050	10.550
Livorno	»	8.400	10.200	10.700
Civitavecchia	»	8.400	10.200	10.700
Napoli	»	8.450	10.250	10.750
Salerno	»	8.450	10.250	10.750
Bari	»	8.700	10.500	11.000
Ancona	»	9.200	11.000	11.500
Venezia	»	9.050	10.850	11.350
Prezzi cif per i porti della Sicilia	»	7.550	9.350	9.850

Valgono per il carbone Sulcis le stesse norme prescritte per il carbone fossile estero per quanto concerne l'obbligo di indicare in fattura la qualità e la provenienza della merce di cui alla circolare n. 287 del 10 luglio 1951.

Restano invariate le norme per la formazione dei prezzi di vendita al consumo di cui alla circolare n. 103 del 9 aprile 1947 del Ministero industria e commercio.

III. — PREZZI DEL COKE

I prezzi del coke metallurgico franco vagone cokeria in pezzatura sono stabiliti come appresso a decorrere dal 5 settembre 1952, a modifica della circolare n. 316 del 29 marzo 1952:

coke da fonderia	a tonn. L.	20.700
coke metallurgico pezzatura oltre 70 mm.	» »	19.900
coke metallurgico pezzatura oltre 40 fino a 70 mm.	» »	19.900
coke metallurgico pezzatura oltre 20 fino a 40 mm.	» »	20.400
coke metallurgico pezzatura oltre 10 fino a 20 mm.	» »	17.900

Per il coke da gas, i Comitati provinciali dei prezzi sono autorizzati ad aggiornare i prezzi di vendita delle officine rientrati nella loro giurisdizione, comunicando al Comitato interministeriale dei prezzi le decisioni adottate.

IV. — QUOTE SPESE DI SBARCO CARBONI
(seguito circolare 330 del 31 luglio 1952)

A parziale modifica della circolare n. 163 del 29 marzo 1949 è fissata come appresso la quota media spese di sbarco da fondo stiva a vagone per il porto indicato:

Savona L. 458 a tonnellata

(4273)

Provvedimento n. 336 del 29 agosto 1952, riguardante la proroga della produzione termica alle aziende elettriche dell'Italia centro-meridionale.

Il Comitato interministeriale prezzi, con provvedimento n. 336 del 29 agosto 1952, ha adottato la seguente decisione:

Proroga produzione termica aziende elettriche centro-meridionali.

In relazione alle domande presentate dalle aziende interessate, ed a parziale modifica delle disposizioni contenute nel provvedimento n. 331 del 31 luglio 1952, è ammessa a rimborso, a carico della Cassa di conguaglio sovraprezzo termoelettrico, con le modalità già stabilite, e fino alla concorrenza del quantitativo massimo già fissate, nella misura di 100 milioni di kwh, la produzione di energia termoelettrica delle imprese elettriche dell'Italia centro-meridionale elencate nel suddetto provvedimento, anche se effettuata successivamente al 31 agosto 1952.

(4274)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga di divieti di caccia e uccellagione

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 28 luglio 1949, 22 agosto 1950 e 25 luglio 1951, nella zona di Adrara San Rocco e Adrara San Martino (Bergamo), dell'estensione di ettari 625 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 28 luglio 1949, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1953, limitatamente ai terreni della superficie di ettari 550, racchiusi dai seguenti confini:

da Dadine sentiero che tocca la stalla della Vanga, prosegue per Lavidesso e Zilvello e si congiuge alla Pozza della Plagna attraversando la località Foppe, escludendo il prato; dalla Plaga o Duosno sentiero principale fino alla cascina della Rola; da questa, sentiero di mezzo fino al Colle di Dadine, escludendo la parte bassa della Corna di Vago.

Il divieto di caccia e di uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con il decreto Ministeriale 16 luglio 1951 nella zona di Grassobbio, Cavernago, Seriate e Zanica (Bergamo), dell'estensione di ettari 1200 circa, i cui confini sono stati delimitati con lo stesso decreto Ministeriale, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione

della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1953. I confini di detta zona, a seguito di permuta di fondi sono i seguenti:

nord: autostrada Bergamo-Brescia dal punto di incontro colla roggia Vescovada fino al punto di incontro colla strada provinciale Bergamo-Cremona;

est: strada provinciale predetta, dal punto di incontro colla autostrada precitata fino' alle Bettole di Cavernago;

sud: dalle Bettole di Cavernago, strada comunale che conduce alla località Fornace indi, attraversa il Serio, confine territoriale fra il comune di Urgnano e il comune di Grassobbio presso la cascina Barico e cascina Bettolino fino al punto di incontro colla strada comunale che unisce l'abitato della frazione Capannelle coll'abitato della frazione di Urgnano;

ovest: dal punto di incontro predetto, strada comunale fino alla frazione Capannelle, quindi confine territoriale fra il comune di Zanica e il comune di Grassobbio fino alla frazione Padergnone di Zanica; indi Roggia Vescovada fino all'incontro coll'autostrada Bergamo-Brescia.

(4201)

Divieti di caccia e uccellagione

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Bergamo, della estensione di ettari 400, compresa nel comune di Brembilla, località Monte Sornadello, delimitata dai seguenti confini

Monte Sornadello e quota geodetica m. 1580 verso sud-sud-est, linea di cresta fino alla cima del Monte Foldone (quota m. 1502); sempre per cresta linea di confine fra il comune di Brembilla e San Pellegrino fino al Colle Ansili; verso ovest ad angolo retto in discesa ed imboccando la valle dei Faggi fino al punto dove questa si getta nella valle della Predosola; fondo valle verso l'alto fino al raggiungimento della mulattiera proveniente dalla Forcella di Bura, nel punto di intersezione denominato Sabbioni; dai Sabbioni sentiero in direzione nord verso il basso oltrepassando la linea di confine fra i comuni di Gerosa e Taleggio e fino nella Valle del Torno; verso est in salita fino ad intersecare lo spartiacque nel punto dove passa la linea di demarcazione di confine fra i comuni di Taleggio e San Giovanni Bianco; in direzione sud-sud-est cresta fino al Monte Sornadello quota geodetica m. 1580.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Frosinone, della estensione di ettari 359 circa, compresa nei comuni di Ferentino ed Alatri, località Monte Radicino, delimitata dai seguenti confini:

nord: fosso della Valle;

est: stretta di Tecchiena e strada provinciale Alatri-Tecchiena;

sud: strada nazionale Casilina;

ovest: contrada Carpineta, fosso della Maddalena e Pagliara Cotta.

(4202)

Costituzione di zone venatorie di ripopolamento e cattura

Per il periodo 1° agosto 1952-31 luglio 1955, i fondi siti nel comune di Castelnuovo Belbo (Asti), dell'estensione di ettari 310, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini dal ponte sul torrente Belbo ad est di Castelnuovo Belbo (quota 126) strada comunale di San Colombano per [illegible], quota 144 fino alla cascina Giungo; quindi quota 180, in direzione nord, fino al rio Stampasso; detto rio in direzione ovest verso cascina Boccia sino a quota 194, da qui confine del comune di Incisa Scapaccino fino all'incontro con la sponda sinistra del torrente Belbo; detta strada fino al ponte ovest sul torrente Belbo, attraversa poi l'abitato fino al ponte est di Castelnuovo Belbo.

Per il periodo 1° agosto 1952-31 luglio 1955, i fondi siti nel comune di Cairo Montenotte, frazione Santa Margherita (Savona), della estensione di ettari 700, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

nord: ritano dei Pianassi-strada per cascina Bricco;

ovest: strada costiera lungo i confini comunali Cairo-Cengio fino a Cascine Mezzano;

sud: strada da Cascine Mezzano alle Case Casazza, lungo il confine comunale Cairo-Cosseria;

est: ferrovia San Giuseppe-Acqui-Alessandria.

(4203)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO

PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 186

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 1° settembre 1952

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	—	—
» Firenze	624,90	646 —
» Genova	624,93	650 —
» Milano	624,91	649 —
» Napoli	624,90	648 —
» Palermo	—	—
» Roma	624,89	649 —
» Torino	624,93	648 —
» Trieste	624,92	—
» Venezia	—	—

Media dei titoli del 1° settembre 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,55
Id. 3,50 % 1902	63,35
Id. 3 % lordo	66,55
Id. 5 % 1935	96,475
Redimibile 3,50 % 1934	76,475
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	74,20
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	73,45
Id. 5 (Ricostruzione)	95,875
Id. 5 % 1936	94,40
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	99,75
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	99,75
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	99,75

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 1° settembre 1952

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,90
1 dollaro canadese	»	649 —

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit.	1.749,72

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90,46	» corona danese
Francia	»	1,785	» franco francese
Germania	»	148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,48	» corona norvegese
Olanda	»	164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE V

Dati sintetici del conto riassuntivo del Tesoro del mese di giugno 1952

Il conto riassuntivo del Tesoro del mese di giugno *(suppletivo)* 1952 che sarà pubblicato prossimamente in supplemento straordinario conterrà, fra l'altro, i seguenti dati:

MOVIMENTO GENERALE DI CASSA

	DAL 1° LUGLIO 1951 AL 30 GIUGNO *(suppletivo)* 1952			
	Incassi (in milioni di lire)		Pagamenti (in milioni di lire)	
FONDO DI CASSA AL 30 GIUGNO 1951		54.268		
Gestione di bilancio				
Entrate e spese di bilancio effettive — competenza	1.445.380		1.427.521	
Entrate e spese di bilancio effettive — residui	241.888		577.301	
Totale		1.687.268		2.004.822
In conto movimento di capitali — competenza	247.640		194.544	
In conto movimento di capitali — residui	8.230		76.537	
Totale		255.870		271.081
Decreti di scarico				(2) 2.360
Gestione di Tesoreria				
In conto debiti di Tesoreria:				
Debito fluttuante	2.052.863		1.898.277	
Conti correnti	4.173.227		3.988.504	
Incassi da regolare	1.630.603		1.626.113	
Altre gestioni	2.014.895		2.027.380	
Totale		9.871.588		9.540.274
In conto crediti di Tesoreria:				
Crediti per operazioni di portafoglio	826		774	
Pagamenti da regolare	183.315		181.801	
Altri crediti	3.069.444		3.077.533	
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	2.016		1.896	
Totale		3.255.601		3.262.004
Totale generale incassi e pagamenti		15.124.595		15.080.541
Fondo di cassa al 30 giugno (*suppletivo*) 1952				(1) 44.054
Totale a pareggio		15.124.595		15.124.595

SITUAZIONE DEL TESORO

	AL 30 GIUGNO (*suppletivo*) 1952 (in milioni di lire)		
Fondo di cassa		(1) 44.054	
Crediti di Tesoreria			
Crediti per operazioni di portafoglio	98		
Pagamenti da regolare	71.388		
Altri crediti	180.110		
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	539		
Totale crediti		252.135	
In complesso			296.189
Debiti di Tesoreria			
Debito fluttuante	2.212.603		
Conti correnti	369.370		
Incassi da regolare	38.319		
Altre gestioni	117.902		
Totale debiti			2.738.194
Situazione del Tesoro (passività)			2.442.005

(1) Compreso il ricavato netto della sottoscrizione B.T.N. parte del quale è stato passato ad un fondo speciale di Tesoreria ai sensi dell'art. 9 della legge 14 dicembre 1951, n. 1325 (importo lordo milioni 143.325)

(2) Di cui 2.359 milioni emessi a norma dell'art. 7 della legge 3 marzo 1951.

L'ispettore generale: SANFILIPPO — *Il direttore generale del Tesoro*: BOLAFFI

(4281)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Genova al 31 dicembre 1951.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Genova in data 31 dicembre 1951, n. 62945, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Genova, è costituita come appresso:

Presidente:

Saporiti dott. Rodolfo, vice prefetto.

Componenti:

Savi dott. Paolo, veterinario provinciale;

Finzi prof. dott. Guido, docente in clinica medica veterinaria;

Bisbocci prof. dott. Giovanni, docente in patologia generale ed anatomia patologica veterinaria;

Nazzari dott. Giuseppe, veterinario condotto.

Segretario:

Cadoni dott. Roberto.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Genova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 6 agosto 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(3962)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso a venti posti di vice ragioniere in prova (alunno di ragioneria) gruppo B, nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, contenente norme a favore degli invalidi di guerra, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, che reca norme a favore del personale ex combattente, e successive modificazioni ed estensioni;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, contenente norme a favore degli orfani di guerra, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, col quale, per l'ammissione a pubblici concorsi, si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che, alla data del bando di concorso già rivestano la qualifica di impiegato civile statale di ruolo;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ed impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il regolamento per il personale civile di ruolo degli Istituti di prevenzione e di pena, approvato con regio decreto 30 luglio 1940, n. 2041, modificato con decreto legislativo 23 aprile 1948, n. 1141, e con legge 30 gennaio 1951, n. 62;

Visto il decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, riguardante l'applicabilità ai mutilati ed invalidi civili ed ai congiunti dei caduti civili per fatti di guerra dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Vista la legge 3 maggio 1950, n. 223, concernente la temporanea elevazione del limite massimo d'età per l'ammissione ai pubblici concorsi;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375, concernente l'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra;

Vista la legge 15 luglio 1950, n. 539, concernente l'applicabilità ai mutilati ed invalidi per servizio ed ai congiunti dei caduti per servizio dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Vista l'autorizzazione concessa dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri, con nota n. 20322/12106 del 4 luglio 1952;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a venti posti di vice ragioniere in prova (alunno di ragioneria) gruppo *B*, nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Metà dei posti è riservata a favore dei combattenti, dei reduci di guerra, degli orfani dei caduti, dei partigiani combattenti e reduci dalla deportazione tedesca o fascista o dall'internamento in Africa, salva la percentuale riservata agli invalidi.

Le donne sono escluse dal predetto concorso.

Art. 2.

Per essere ammessi al concorso è necessario che l'aspirante:

a) sia provvisto del diploma di ragioniere;

b) sia cittadino italiano, di sesso maschile;

c) abbia l'esercizio dei diritti civili;

d) abbia sempre tenuto illibata condotta civile, morale e politica;

e) abbia sana e robusta costituzione, immune da difetti od imperfezioni fisiche e statura non inferiore a m. 1,60;

f) abbia, alla data del presente bando, compiuta l'età di anni diciotto e non superata quella di trentacinque;

Il limite massimo di età, per effetto della legge 3 maggio 1950, n. 233, è elevato, per tutti gli aspiranti, di anni cinque.

Tale elevazione si cumula con quelle previste da ogni altra disposizione in vigore, purchè complessivamente non superiore agli anni quarantacinque.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che, alla data del presente bando, già rivestano la qualifica di impiegato statale di ruolo.

I requisiti di cui alle lettere *b*) *c*) e *d*) del presente art. 2, debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 32 e firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno essere presentate entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, alle procure della Repubblica presso i tribunali che estendono la loro giurisdizione nel Comune in cui gli aspiranti hanno il loro domicilio o la loro abituale residenza.

Dalle domande dovrà risultare:

a) nome, cognome e paternità del candidato;

b) luogo e data di nascita;

c) domicilio;

d) indirizzo al quale si chiede che siano trasmesse le eventuali comunicazioni;

e) dichiarazione che il candidato sia disposto, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi residenza;

f) dichiarazione dalla quale risulti se il candidato abbia partecipato a precedenti concorsi al posto di vice ragioniere nell'Amministrazione penitenziaria, specificando, nella ipotesi affermativa, l'esito ottenuto;

g) elenco dei documenti allegati.

I candidati che risiedono all'estero o quelli che dimostrino di essere chiamati alle armi, potranno trasmettere, nel prescritto termine, la sola domanda di ammissione, salvo a produrre i documenti richiesti dal presente bando non oltre il trentesimo giorno successivo alla scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 4.

A corredo delle domande dovranno essere prodotti i seguenti documenti:

a) estratto o certificato dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 40, rilasciato dall'ufficiale civile del Comune di origine, legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

b) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine e legalizzato, nel primo caso, dal prefetto e, nell'altro, dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in regioni che non fanno parte del territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione è riconosciuta con decreto Presidenziale;

c) certificato di buona condotta morale e civile, su carta da bollo da L. 24, da rilasciarsi dal sindaco del Comune dove il candidato risiede da almeno un anno, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un tempo minore occorre altro certificato del sindaco e dei sindaci dei Comuni, dove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno, con la prescritta legalizzazione;

d) certificato, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, vidimato dal prefetto, da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcune delle cause che, a termine delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso. Per i minori di anni ventuno il certificato, la cui esibizione è in ogni caso obbligatoria, conterrà quest'ultima dichiarazione;

e) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 85, rilasciato dal segretario della procura della Repubblica e legalizzato dal procuratore della Repubblica;

f) fotografia recente del candidato, applicata su carta bollata da L. 32, con firma autenticata dal sindaco o dal notaio, qualora il concorrente non sia provvisto di libretto ferroviario, di cui dovrà, nel caso, indicare gli estremi nella domanda.

La firma del sindaco deve essere legalizzata dal prefetto e quella del notaio dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

g) certificato, su carta bollata da L. 24, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del Comune, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione ed è esente da difetti o imperfezioni che influiscano sul rendimento in servizio, e che inoltre abbia statura non inferiore a m. 1,60.

Qualora il candidato sia affetto da qualsiasi imperfezione fisica il certificato ne deve fare menzione ed indicare se la imperfezione stessa menomi l'attitudine all'impiego al quale concorre.

Il certificato medico deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari se rilasciato da un medico militare, dal prefetto se rilasciato dal medico provinciale, vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto se rilasciato dall'ufficiale sanitario.

L'Amministrazione può sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia per accertarne la completa idoneità al servizio d'istituto. L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo o non si presenti o rifiuti di sottoporsi alla visita è escluso dal concorso.

Per gli invalidi di guerra, per gli invalidi civili per fatti di guerra e per gli invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, il certificato deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza e contenere, oltre ad una esatta descrizione della natura e del grado d'invalidità e delle condizioni eventuali risultanti dall'esame obiettivo, la dichiarazione se l'aspirante possa riuscire di pregiudizio alla salute e sicurezza dei compagni di lavoro e l'apprezzamento se le sue condizioni fisiche lo rendano idoneo al disimpegno delle mansioni dell'impiego per il quale concorre;

h) diploma originale del titolo di studio, di cui all'articolo 2, lettera a) del presente decreto, o copia autentica dello stesso su carta da bollo da L. 40 con la firma del notaio, debitamente legalizzata dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio.

Quando il diploma non sia stato ancora rilasciato è consentito di presentare in sua vece un certificato dell'autorità scolastica, su carta da bollo da L. 24, ma, in tal caso, esso deve contenere la dichiarazione che sostituisce a tutti gli effetti, il diploma, sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato;

i) certificato dei punti riportati nel conseguimento del diploma di ragioniere, da rilasciarsi in carta da bollo di L. 24 dall'autorità scolastica presso la quale il diploma stesso è stato conseguito;

l) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, a seconda che il candidato abbia prestato servizio militare quale ufficiale o militare di truppa. Il primo foglio di tali documenti dovrà essere munito di marca da bollo da L. 40, ed ogni foglio aggiunto, di marca da bollo da L. 32. Le marche da bollo dovranno essere debitamente annullate.

I documenti stessi dovranno essere aggiornati ed annotati delle eventuali benemerenze di guerra.

I candidati che non abbiano prestato servizio militare dovranno produrre:

una copia del foglio matricolare munita di marca da bollo come sopra indicato, se siano stati arruolati ed appartengano a classi o contingenti già chiamati alle armi;

il foglio di congedo illimitato provvisorio se siano stati arruolati e non appartengano a classi o contingenti di chiamati alle armi;

un certificato di iscrizione nelle liste di leva se non siano stati ancora chiamati alla leva;

m) stato di famiglia su carta bollata da L. 24, da rilasciarsi dal sindaco del Comune di residenza, legalizzato dal prefetto, da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

n) documenti atti a comprovare l'eventuale diritto alle preferenze, nell'ordine di nomina e alla dispensa dal limite di età, previste dalle disposizioni in vigore al momento della presentazione della domanda di ammissione al concorso;

o) i candidati dipendenti civili di ruolo presso le Amministrazioni statali, possono limitarsi a produrre i documenti di cui alle lettere h), i) ed l) del presente art. 4, insieme allo stato di famiglia ed a copia dello stato di servizio civile (bollo da L. 40 il primo foglio e da L. 32 ogni altro foglio), comprovando, con apposita attestazione dell'Amministrazione da cui dipendono, di non essere sottoposti a procedimento penale o disciplinare e di aver riportato qualifica almeno di « buono »;

p) i candidati in servizio non di ruolo, dovranno invece produrre il rapporto informativo sulla durata e natura del servizio prestato, rilasciato dal capo ufficio.

I certificati di cui alle lettere b), c), d), e), g), m), o), p) del presente articolo devono essere in data non anteriore ai tre mesi da quella del presente decreto.

Art. 5.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex combattenti e assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti dei caduti in guerra e assimilati, dei decorati al valor militare e per meriti di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi, dei perseguitati politici e razziali, dei coniugati e dei capi di famiglia numerosa, gli interessati dovranno produrre, inoltre, a corredo delle domande di ammissione, i seguenti documenti:

a) gli ex combattenti della guerra 1915-18, che siano già impiegati di ruolo dello Stato, presenteranno la dichiarazione di cui alla circolare n. 588, contenuta nella dispensa n. 60 del giornale militare ufficiale 1922 in carta bollata da L. 24.

Coloro, invece, che furono imbarcati su navi mercantili in sostituzione del servizio militare durante la guerra 1915-18, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi in carta bollata da L. 24 dalle autorità marittime competenti;

b) gli ex legionari fiumani, che siano già impiegati di ruolo dello Stato, dovranno produrre il foglio di congedo dell'ex governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di avere appartenuto all'ex milizia fiumana.

Tali documenti debbono essere rilasciati dall'ufficio stralcio della ex milizia fiumana in carta bollata da L. 24;

c) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del giornale militare ufficiale 1937, in carta bollata da L. 24;

d) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione o della lotta di liberazione (partigiani combattenti) di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137, e 19 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa, in bollo da L. 24, di cui alla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948, dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare numero 202.860/Od.6 dell'8 luglio 1948, dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27.200/Om del 3 luglio 1948, dello Stato Maggiore della Marina.

I partigiani combattenti che non appartenevano alle Forze armate dovranno esibire apposita dichiarazione rilasciata dalla Commissione di cui al decreto luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, attestante il possesso di tale qualifica;

e) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione, in carta bollata da L. 24, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

f) i mutilati e gli invalidi della guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o della guerra 1940-43, o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione, ed i mutilati e gli invalidi per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero il certificato modello 69, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra;

g) gli orfani dei caduti nella guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o nella guerra 1940-43, ovvero nella guerra di liberazione o nella lotta di liberazione, o dei caduti civili per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno presentare un certificato, su carta bollata da L. 24, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto;

h) i figli degli invalidi per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o per la guerra 1940-43, o per la guerra di liberazione, ovvero per la lotta di liberazione, ed i figli degli invalidi civili per fatti di guerra, dovranno produrre la dichiarazione modello 69, rilasciata in bollo da L. 24 dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppur un certificato su carta da bollo da L. 24 del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni e in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, legalizzato dal prefetto;

i) i profughi dell'Africa italiana che si trovino in una delle condizioni contemplate nell'art. 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 5 del decreto Ministeriale (Africa Italiana) 19 giugno 1948, in carta bollata da L. 24;

l) i profughi dei territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 685, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) in carta bollata da L. 24;

m) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra o i promossi di grado militare per merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

n) coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in bollo da L. 24;

o) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla lettera *m*) del precedente art. 4, che la stessa famiglia è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi anche i figli caduti in guerra.

Art. 6.

La legalizzazione delle firme sui documenti allegati alle domande di ammissione al concorso non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dalle autorità residenti a Roma o negli altri casi previsti dalla legge 3 dicembre 1942, n. 1700.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del bando di concorso.

I requisiti che diano titolo di preferenza per la nomina al posto, anche se vengano ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati, non oltre il giorno precedente a quello in cui il candidato dovrà sostenere la prova orale.

Art. 7.

Non è ammesso il riferimento a documenti presentati, a qualunque titolo, presso il Ministero di grazia e giustizia o presso altre Amministrazioni.

Per la partecipazione al presente concorso deve, in ogni caso, essere prodotta tutta la documentazione richiesta.

Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo della domanda alle procure della Repubblica competenti a riceverle, come pure la mancanza o il ritardo nella presentazione o nell'arrivo dei documenti prescritti, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato importano la inammissibilità del candidato al concorso.

Importa altresì inammissibilità del candidato al concorso, la omessa presentazione di alcuno dei documenti indicati nel precedente art. 4 ovvero la non perfetta regolarità dei medesimi, anche per quanto si riferisce alle date, ai bolli ed alle legalizzazioni.

Art. 8.

Non sono ammessi coloro che per due volte non abbiano conseguita la idoneità nel concorso di che trattasi.

L'esclusione del candidato, dopo la dettatura del tema, durante le prove scritte, equivale ad inidoneità.

Art. 9.

La Commissione esaminatrice, composta ai termini dell'art. 26 del regio decreto 30 luglio 1940, n. 2041, verrà nominata con successivo decreto Ministeriale.

Art. 10.

L'esame di concorso avrà luogo in Roma, nei giorni che saranno stabiliti con successivo apposito decreto Ministeriale da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per quanto concerne le modalità inerenti allo svolgimento delle prove scritte saranno osservate le disposizioni di cui agli articoli 35, 36 e 37 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Art. 11.

Il concorso si svolgerà mediante esame, secondo le norme vigenti per l'ammissione ai pubblici impieghi.

L'esame consterà di tre prove scritte e di una orale.

Le prove scritte avranno rispettivamente per oggetto:

1) nozioni di diritto costituzionale ed amministrativo;

2) nozioni di economia politica e di scienze delle finanze;

3) ragioneria e matematica applicata.

La prova orale avrà per oggetto oltre alle materie delle prove scritte, le seguenti altre materie:

1) regolamento per gli istituti di prevenzione e di pena;

2) legge e regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato;

3) legge e regolamento sull'ordinamento e sulle attribuzioni del Consiglio di Stato e della Corte dei conti;

4) elementi di statistica, con particolare riguardo alla statistica carceraria.

Art. 12.

Per essere ammesso alla prova orale, occorre aver riportato una media di sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

A parità di punti saranno osservate le preferenze stabilite dall'art. 1 del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, convertito in legge con la legge 27 dicembre 1934, n. 2125, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi e successive modificazioni ed estensioni.

La data della prova orale sarà fissata dalla Commissione esaminatrice che ne darà comunicazione agli interessati.

Sia alle prove scritte che alle orali i candidati debbono esibire come certificato di riconoscimento, la carta di identità personale o, se impiegati dello Stato, il libretto ferroviario debitamente aggiornato.

Art. 13.

La graduatoria del concorso sarà approvata con decreto Ministeriale da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Sugli eventuali reclami, relativi alla precedenza dei concorrenti, da presentarsi non oltre il termine di giorni quindici dalla pubblicazione della graduatoria, decide in via definitiva il Ministro, sentita la Commissione esaminatrice.

Art. 14.

Le nomine ai posti messi a concorso saranno conferite secondo l'ordine della graduatoria e con l'osservanza delle disposizioni in vigore.

Art. 15.

I vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale, se, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio inziale e gli altri assegni stabiliti per il grado 11° del gruppo *B*.

Coloro che, allo scadere del periodo di prova, fossero invece ritenuti dal Consiglio di amministrazione, non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati, senza indennizzo alcuno, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare la prova di altri sei mesi.

Art. 16.

Ai vincitori del concorso assunti in prova a termini dell'articolo precedente, compete il rimborso della sola spesa di viaggio in seconda classe dalla loro residenza alla sede ove vengono assegnati, oltre l'assegno mensile lordo di L. 16.775 e le vigenti indennità.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 25 luglio 1952

Il Ministro: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *agosto* 1952
Registro Grazia e giustizia n. 17, *foglio n.* 108. — OLIVA

(4243)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Graduatoria generale di merito del concorso a quarantasette posti di vice segretario nel ruolo della carriera amministrativa del Ministero dei lavori pubblici, indetto con decreto Ministeriale 5 giugno 1950.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Visto il regolamento per il personale dell'Amministrazione centrale dei lavori pubblici, approvato con regio decreto 25 luglio 1910, n. 575, e modificato con i regi decreti 12 luglio 1912, n. 837 e 13 maggio 1915, n. 802, e col decreto del Presidente della Repubblica in data 17 dicembre 1948;

Viste la legge 21 agosto 1921, n. 1312, concernente l'assunzione obbligatoria degli invalidi di guerra nella pubblica Amministrazione e la legge 3 giugno 1950, n. 373;

Visto il regio decreto 3 gennaio 1926, n. 48, che reca norme a favore del personale ex combattente, e successive estensioni;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, che determina la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive estensioni;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, concernente il riconoscimento della qualifica di partigiano;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, contenente norme per lo svolgimento dei concorsi;

Visto il regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 435, circa l'ammissione ai concorsi pubblici;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 4 aprile 1947, n. 207, sul trattamento giuridico ed economico del personale civile non di ruolo in servizio nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, riguardante le norme per la concessione dei benefici agli ex combattenti della seconda guerra mondiale;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 19 marzo 1948, n. 246;

Visto il decreto legislativo 9 aprile 1948, n. 282, contenente modificazioni ai ruoli organici dell'Amministrazione dei lavori pubblici;

Visto il decreto Ministeriale 5 giugno 1950, registrato alla Corte dei conti il 22 novembre 1950, al registro 24, foglio n. 233, e pubblicato nel supplemento ordinario della *Gazzetta Ufficiale* n. 11 del 15 gennaio 1951, mediante il quale è stato indetto un concorso a quarantasette posti di vice segretario nel ruolo della carriera amministrativa di questo Ministero;

Visto il decreto Ministeriale 15 gennaio 1952, n. 2010, registrato alla Corte dei conti il 6 febbraio successivo, al registro n. 4, foglio n. 112, relativo alla costituzione della Commissione esaminatrice del concorso predetto;

Visto l'art. 44 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visti gli atti della Commissione esaminatrice e riconosciuta la regolarità del procedimento seguito dalla Commissione stessa;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria generale di merito del concorso a quarantasette posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa dell'Amministrazione centrale dei lavori pubblici, indetto con decreto Ministeriale 5 giugno 1950, citato nelle premesse:

1. Scuotto Francesco, punti 17,90;
2. Aliberti Fulvio, punti 17,60;
3. Luzi Luigi, punti 17, nato l'8 febbraio 1926;
4. Garri Francesco, punti 17, nato il 22 dicembre 1929;
5. Tavernese Domenico, punti 16,60;
6. Barile Emilio, punti 16,55;
7. De Martis Ennio, punti 16,45, combattente;
8. Kissopoulos Silvano, punti 16,40, combattente, invalido di guerra;
9. Mandracchia Alberto, punti 16,40, nato il 7 gennaio 1924;
10. Soreca Antonio, punti 16,40, nato il 21 novembre 1928;
11. Tarantino Domenico, punti 16,35, coniugato con un figlio, nato il 14 aprile 1920;
12. Menichetti Tullio, punti 16,35, coniugato con un figlio nato il 14 febbraio 1923;
13. Pergola Luciano, punti 16,35;
14. Prete Arnaldo, punti 16,30;
15. Pucci Vincenzo, punti 16,25, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
16. Bellavia Giuseppe, punti 16,25;
17. Marletta Giuseppe, punti 16,20;
18. Allevato Francesco, punti 16,15, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
19. Caiazza Marcello, punti 16,15;
20. Fiorani Augusto, punti 16,10, coniugato con due figli;
21. Cardellicchio Goffredo, punti 16,10;
22. Frasca Paolo, punti 16;
23. Bugatti Bruno, punti 15,95;

24. Gennaro Mario, punti 15,85;
25. Colucci Giuseppe, punti 15,80;
26. Quaranta Bruno, punti 15,70, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo della Amministrazione centrale dei LL. PP.;
27. Polosa Mario, punti 15,65, ufficiale di complemento, coniugato con due figli;
28. Zottola Aurelio, punti 15,65, nato il 28 maggio 1923;
29. Coco Teodoro, punti 15,65, nato l'8 febbraio 1924;
30. Brunetti Vito, punti 15,60;
31. Gavagni Corrado, punti 15,55;
32. Giordano Vittorio Emanuele, punti 15,50, nato il 1° dicembre 1923;
33. De Michele Vincenzo, punti 15,50, nato il 2 maggio 1926;
34. De Luca Pasquale di Gennaro, punti 15,45, figlio di invalido di guerra;
35. Trombetta Giuseppe, punti 15,45, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
36. De Luca Pasquale di Michele, punti 15,45, nato l'8 novembre 1919;
37. Sergio Giulio Cesare, punti 15,45, nato il 18 novembre 1922;
38. Annuale Paolo, punti 15,45, nato il 1° dicembre 1925;
39. Costanzo Felice, punti 15,40;
40. Ciranna Michele, punti 15,35, profugo d'Africa, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
41. Agliata Costantino, punti 15,30, ha prestato lodevole servizio per oltre un anno nell'Amministrazione dei LL. PP.;
42. Raddino Sergio, punti 15,30, coniugato con due figli;
43. Vitale Fabio, punti 15,30, coniugato con un figlio;
44. Amato Roberto, punti 15,30, nato il 2 dicembre 1926;
45. Pascale Cristoforo, punti 15,30, nato il 24 giugno 1927;
46. Amoroso Biagio, punti 15,25;
47. Marchione Vincenzo, punti 15,20, combattente;
48. Rendina Antonio, punti 15,15, combattente;
49. Salvati Giuseppe, punti 15,10, ufficiale di complemento;
50. Vuolo Alfonso, punti 15,10, nato il 23 gennaio 1926;
51. Vaccari Elio, punti 15,10, nato il 1° gennaio 1928;
52. Malabotti Aristide, punti 15, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
53. Tiscione Luigi, punti 15, ufficiale di complemento;
54. Le Pera Vitaliano, punti 15, coniugato;
55. Pirelli Francesco, punti 15, nato il 18 settembre 1926;
56. Guglielmi Paolo, punti 15, nato il 29 gennaio 1927;
57. Accardi Salvatore, punti 14,95, profugo d'Africa;
58. Russo Emanuele, punti 14,90, combattente;
59. Distefano Salvatore, punti 14,90, nato il 16 ottobre 1919;
60. D'Ambrosio Alessandro, punti 14,90, nato il 24 novembre 1923;
61. Dioguardi Rosario, punti 14,90, nato il 1° gennaio 1925;
62. Volpe Walter Renato, punti 14,85, combattente, coniugato con un figlio;
63. Cardella Antonino, punti 14,85, combattente;
64. Baccarini Igino, punti 14,85, coniugato con un figlio;
65. Testa Carlo, punti 14,85;
66. Di Cerbo Vincenzo, punti 14,80, combattente;
67. Cartella Tancredi, punti 14,80;
68. Bobbio Francesco, punti 14,75;
69. Valentino Francesco, punti 14,70, reduce;
70. Salottolo Franco, punti 14,70, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
71. Rizzi Rocco, punti 14,70;
72. Ricco Gennaro, punti 14,65, combattente;
73. Giancaspro Gaetano, punti 14,60, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
74. Amadei Antonio, punti 14,55;
75. Troccoli Vito, punti 14,50;
76. Alessi Corrado, punti 14,40;
77. Magri Pietro, punti 14,35, combattente, coniugato con un figlio;
78. Saluzzi Raffaele, punti 14,35, combattente;
79. Vingiano Francesco, punti 14,35;
80. Prastaro Marco, punti 14,20;
81. Urciuoli Carlo, punti 14,15, figlio d'invalido di guerra;
82. Sanfilippo Luigi, punti 14,15;
83. Bernini Vittorio, punti 14,05, combattente;
84. Pandolfo Francesco, punti 14;
85. Savi Tommaso, punti 13,80, combattente;
86. Venier Pietro, punti 13,65, combattente;
87. Papa Leonida, punti 13,60;
88. Englaro Aldo, punti 13,30, orfano di guerra;
89. Salzano Ugo, punti 13,30;
90. Santonocito Maurizio, punti 13,10, combattente;
91. Moscardino Raffaele, punti 13,05.

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso di cui trattasi, nell'ordine sottoindicato:

1. Scuotto Francesco, punti 17,90;
2. Aliberti Fulvio, punti 17,60;
3. Luzi Luigi, punti 17, nato l'8 febbraio 1926;
4. Garri Francesco, punti 17, nato il 22 dicembre 1929;
5. Tavernese Domenico, punti 16,60;
6. Barile Emilio, punti 16,55;
7. De Martis Ennio, punti 16,45, combattente;
8. Kissopoulos Silvano, punti 16,40, combattente, invalido di guerra;
9. Mandracchia Alberto, punti 16,40, nato il 7 gennaio 1924;
10. Soreca Antonio, punti 16,40, nato il 21 novembre 1928;
11. Tarantino Domenico, punti 16,35, coniugato con un figlio, nato il 14 aprile 1920;
12. Menichetti Tullio, punti 16,35, coniugato con un figlio, nato il 14 febbraio 1923;
13. Pergola Luciano, punti 16,35;
14. Prete Arnaldo, punti 16,30;
15. Pucci Vincenzo, punti 16,25, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
16. Bellavia Giuseppe, punti 16,25;
17. Marletta Giuseppe, punti 16,20;
18. Allevato Francesco, punti 16,15, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
19. Caiazza Marcello, punti 16,15;
20. Fiorani Augusto, punti 16,10, coniugato con due figli;
21. Cardellicchio Goffredo, punti 16,10;
22. Frasca Paolo, punti 16;
23. Bugatti Bruno, punti 15,95;
24. Gennaro Mario, punti 15,85;
25. Colucci Giuseppe, punti 15,80;
26. Quaranta Bruno, punti 15,70, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo della Amministrazione centrale dei LL. PP.;
27. Trombetta Giuseppe, punti 15,45, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
28. Ciranna Michele, punti 15,35, profugo d'Africa, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
29. Marchione Vincenzo, punti 15,20, combattente;
30. Rendina Antonio, punti 15,15, combattente;
31. Malabotti Aristide, punti 15, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
32. Accardi Salvatore, punti 14,95, profugo d'Africa;
33. Russo Emanuele, punti 14,90, combattente;
34. Volpe Walter Renato, punti 14,85, combattente, coniugato con un figlio;
35. Cardella Antonino, punti 14,85, combattente;
36. Di Cerbo Vincenzo, punti 14,80, combattente;
37. Valentino Francesco, punti 14,70, reduce;
38. Salottolo Franco, punti 14,70, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il

Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
39. Ricco Gennaro, punti 14,65, combattente;
40. Giancaspro Gaetano, punti 14,60, impiegato non di ruolo con oltre due anni di servizio ininterrotto e lodevole presso il Ministero dei LL. PP. con mansioni proprie del ruolo del personale amministrativo dell'Amministrazione centrale dei LL. PP.;
41. Magrì Pietro, punti 14,35, combattente, coniugato con un figlio;
42. Saluzzi Raffaele, punti 14,35, combattente;
43. Bernini Vittorio, punti 14,05, combattente;
44. Savi Tommaso, punti 13,80, combattente;
45. Venier Pietro, punti 13,65, combattente;
46. Englaro Aldo, punti 13,30, orfano di guerra;
47. Santonocito Maurizio, punti 13,10, combattente.

Art. 3.

I sottoelencati candidati sono dichiarati idonei nell'ordine seguente:
1. Polosa Mario, punti 15,65, ufficiale di complemento, coniugato con due figli;
2. Zottola Aurelio, punti 15,65, nato il 28 maggio 1923;
3. Coco Teodoro, punti 15,65, nato l'8 febbraio 1924;
4. Brunetti Vito, punti 15,60;
5. Gavagni Corrado, punti 15,55;
6. Giordano Vittorio Emanuele, punti 15,50, nato il 1° dicembre 1923;
7. De Michele Vincenzo, punti 15,50, nato il 2 maggio 1926;
8. De Luca Pasquale di Gennaro, punti 15,45, figlio di invalido di guerra;
9. De Luca Pasquale di Michele, punti 15,45, nato l'8 novembre 1919;
10. Sergio Giulio Cesare, punti 15,45, nato il 18 novembre 1922;
11. Annuale Paolo, punti 15,45, nato il 1° dicembre 1925;
12. Costanzo Felice, punti 15,40;
13. Agliata Gioacchino, punti 15,30, ha prestato lodevole servizio per oltre un anno nella Amministrazione dei LL. PP.;
14. Raddino Sergio, punti 15,30, coniugato con due figli;
15. Vitale Fabio, punti 15,30, coniugato con un figlio;
16. Amato Roberto, punti 15,30, nato il 2 dicembre 1926;
17. Pascale Cristoforo, punti 15,30, nato il 24 giugno 1927;
18. Amoroso Biagio, punti 15,25;
19. Salvati Giuseppe, punti 15,10, ufficiale di complemento;
20. Vuolo Alfonso, punti 15,10, nato il 23 gennaio 1926;
21. Vaccari Elio, punti 15,10, nato il 1° gennaio 1928;
22. Tiscione Luigi, punti 15, ufficiale di complemento;
23. Le Pera Vitaliano, punti 15, coniugato;
24. Pirelli Francesco, punti 15, nato il 18 settembre 1926;
25. Guglielmi Paolo, punti 15, nato il 29 gennaio 1927;
26. Distefano Salvatore, punti 14,90, nato il 16 ottobre 1919;
27. D'Ambrosio Alessandro, punti 14,90, nato il 24 novembre 1923;
28. Dioguardi Rosario, punti 14,90, nato il 1° gennaio 1925;
29. Baccarini Igino, punti 14,85, coniugato con un figlio;
30. Testa Carlo, punti 14,85;
31. Cartella Tancredi, punti 14,80;
32. Bobbio Francesco, punti 14,75;
33. Rizzi Rocco, punti 14,70;
34. Amadei Antonio, punti 14,55;
35. Troccoli Vito, punti 14,50;
36. Alessi Corrado, punti 14,40;
37. Vingiano Francesco, punti 14,35;
38. Prastaro Marco, punti 14,20;
39. Urciuoli Carlo, punti 14,15, figlio di invalido di guerra;
40. Sanfilippo Luigi, punti 14,15;
41. Pandolfo Francesco, punti 14;
42. Papa Leonida, punti 13,60;
43. Salzano Ugo, punti 13,30;
44. Moscardino Raffaele, punti 13,05.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 29 luglio 1952

Il Ministro: ALDISIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 agosto 1952
Registro Lavori pubblici n. 22, foglio n. 205.

(4244)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Graduatoria generale del concorso per titoli al posto di direttore straordinario (gruppo A, grado 7°) della Stazione sperimentale per le industrie degli olii e dei grassi in Milano, indetto con decreto Ministeriale 10 novembre 1951.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto 31 ottobre 1923, n. 2523, e successive modificazioni, sul riordinamento dell'istruzione industriale;
Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati dell'Amministrazione dello Stato;
Visto il regio decreto-legge 5 settembre 1938, n. 1662, sul riordinamento del personale delle Stazioni sperimentali per l'industria e successive modificazioni;
Visto il decreto Ministeriale 10 novembre 1951, registrato alla Corte dei conti, addì 23 gennaio 1952, registro Industria e commercio n. 11, foglio n. 237, con il quale è stato indetto un concorso per titoli al posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) della Stazione sperimentale per le industrie degli olii e dei grassi in Milano;
Vista la relazione presentata dalla Commissione giudicatrice del predetto concorso, nominata con decreto Ministeriale 2 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti, addì 28 aprile 1952, registro Industria e commercio n. 12, foglio n. 97;
Visto l'art. 44 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;
Riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso stesso;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria generale del concorso per titoli al posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) della Stazione sperimentale per le industrie degli olii e dei grassi in Milano:

1. Jacini Giovanni	punti 97	su 100
2. Montefredine Antonio	» 85	»
3. Rossetti Dario	» 81	»
4. Accinelli Francesco	» 56	»
5. Campus Raimondo	» 52	»

Art. 2.

Il prof. dott. Jacini Giovanni, unico candidato che abbia riportato la votazione richiesta per il conseguimento della idoneità, è dichiarato vincitore del concorso.
Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 18 giugno 1952

Il Ministro: CAMPILLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 luglio 1952
Registro Industria e Commercio n. 13, foglio n. 103. — CARUSO

(4087)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Graduatoria di merito per insegnanti tecnico-pratici della scuola di avviamento a tipo industriale femminile di Afragola (Napoli).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visti gli articoli 8 e 9 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, riguardanti l'istituzione dei ruoli speciali transitori per il personale tecnico e per gli istruttori pratici non di ruolo negli istituti e nelle scuole d'istruzione tecnica e di avviamento professionale;
Visti gli articoli 13 e 14 del decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, che dettano le norme per la iscrizione nei sopradetti ruoli;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 ottobre 1949, n. 1000, sul contingente dei posti di ruolo speciale transitorio per insegnanti tecnico-pratici;

Visto il bando approvato con decreto Ministeriale 24 giugno 1950, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 3 agosto 1950, n. 176;

Viste le successive variazioni approvate coi decreti Ministeriali 20 settembre 1950, 27 settembre 1950 e 30 gennaio 1951, pubblicati, rispettivamente, nella *Gazzetta Ufficiale* del 18 ottobre 1950, n. 240, del 16 ottobre 1950, n. 238 e del 28 aprile 1951, n. 97;

Vista la graduatoria compilata dalla scuola secondaria di avviamento professionale a tipo industriale femminile di Afragola per un posto di insegnante tecnico-pratica;

Tenuto conto dei risultati della revisione disposta per l'accertamento, a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, della regolarità delle operazioni compiute e della legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria di merito per un posto di insegnante tecnico-pratica assegnato alla scuola secondaria di avviamento professionale a tipo industriale femminile di Afragola (Napoli):

Rotulo Clara fu Alberto, punti 123,57.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1951

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *giugno* 1952
Registro n. 28, *foglio n.* 152. — BARONE

(4025)

Graduatoria di merito per insegnanti tecnico-pratici della scuola di avviamento a tipo industriale femminile di Agnone (Campobasso).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visti gli articoli 8 e 9 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, riguardanti l'istituzione dei ruoli speciali transitori per il personale tecnico e per gli istruttori pratici non di ruolo negli istituti e nelle scuole d'istruzione tecnica e di avviamento professionale;

Visti gli articoli 13 e 14 del decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, che dettano le norme per la iscrizione nei sopradetti ruoli;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 ottobre 1949, n. 1000, sul contingente dei posti di ruolo speciale transitorio per insegnanti tecnico-pratici;

Visto il bando approvato con decreto Ministeriale 24 giugno 1950, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 3 agosto 1950, n. 176;

Viste le successive variazioni approvate coi decreti Ministeriali 20 settembre 1950, 27 settembre 1950 e 30 gennaio 1951, pubblicati, rispettivamente, nella *Gazzetta Ufficiale* del 18 ottobre 1950, n. 240, del 16 ottobre 1950, n. 238 e del 28 aprile 1951, n. 97;

Vista la graduatoria compilata dalla scuola secondaria di avviamento professionale a tipo industriale femminile di Agnone per un posto di insegnante tecnico-pratica;

Tenuto conto dei risultati della revisione disposta per l'accertamento, a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, della regolarità delle operazioni compiute e della legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria di merito per un posto di insegnante tecnico-pratica assegnato alla scuola secondaria di avviamento professionale a tipo industriale femminile di Agnone (Campobasso):

Martiradonna Isabella fu Francesco, punti 125,06.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1951

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *giugno* 1952
Registro n. 28, *foglio n.* 153. — BARONE

(4026)

Graduatoria di merito per insegnanti tecnico-pratici della scuola di avviamento a tipo industriale femminile di Alcamo (Trapani).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visti gli articoli 8 e 9 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, riguardanti l'istituzione dei ruoli speciali transitori per il personale tecnico e per gli istruttori pratici non di ruolo negli istituti e nelle scuole d'istruzione tecnica e di avviamento professionale;

Visti gli articoli 13 e 14 del decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, che dettano le norme per la iscrizione nei sopradetti ruoli;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 ottobre 1949, n. 1000, sul contingente dei posti di ruolo speciale transitorio per insegnanti tecnico-pratici;

Visto il bando approvato con decreto Ministeriale 24 giugno 1950, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 3 agosto 1950, n. 176;

Viste le successive variazioni approvate coi decreti Ministeriali 20 settembre 1950, 27 settembre 1950 e 30 gennaio 1951, pubblicati, rispettivamente, nella *Gazzetta Ufficiale* del 18 ottobre 1950, n. 240, del 16 ottobre 1950, n. 238 e del 28 aprile 1951, n. 97;

Vista la graduatoria compilata dalla scuola secondaria di avviamento professionale a tipo industriale femminile di Alcamo per un posto di insegnante tecnico-pratica;

Tenuto conto dei risultati della revisione disposta per l'accertamento, a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, della regolarità delle operazioni compiute e della legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria di merito per un posto di insegnante tecnico-pratica assegnato alla scuola secondaria di avviamento professionale a tipo industriale femminile di Alcamo (Trapani)

Mirrione Maria Antonietta fu Antonio, punti 75,625.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1951

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *giugno* 1952
Registro n. 28, *foglio n.* 151. — BARONE

(4027)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.